

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (Catégorie 3)

La République centrafricaine (RCA) est un pays d'origine et de destination pour les enfants victimes de travail forcé et de traite à des fins sexuelles. Si l'on ignore l'étendue du problème de la traite des personnes, les observateurs signalent que la plupart des victimes semblent être des ressortissants de la République centrafricaine qui font l'objet de traite à l'intérieur du pays, mais qu'un petit nombre de victimes vont et viennent entre le Cameroun, le Tchad, le Nigéria, la République du Congo, la République démocratique du Congo (RDC) et le Soudan du Sud. Les auteurs de traite, notamment des membres de communautés expatriées issues du Nigéria, du Soudan du Sud et du Tchad, ainsi que des marchands et gardiens de troupeaux de passage, soumettent des mineurs à la servitude domestique, à l'exploitation sexuelle commerciale et au travail forcé dans l'agriculture et dans le secteur de l'exploitation artisanale des mines d'or et de diamant ainsi qu'à la vente dans les rues. À l'intérieur du pays, les enfants courent le risque d'être victimes de travail forcé, les membres des minorités pygmées *Ba'aka* risquent d'être contraints au travail agricole forcé, particulièrement dans la région de la Lobaye aux alentours de la forêt ombrophile, et les filles courent le danger d'être exploitées dans le commerce du sexe dans les centres urbains.

Selon les observateurs des droits de l'homme, les groupes de milices d'opposition du nord du pays ont continué à recruter des enfants, dont certains sont susceptibles d'être des victimes de la traite, pour s'en servir illégalement dans les conflits armés. Selon des observateurs, l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) et l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) comptent toujours des enfants soldats dans leurs rangs. Au printemps 2011, la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP) est devenue le dernier groupe rebelle majeur à signer un accord de cessez-le-feu avec les autorités gouvernementales. En octobre 2011, l'APRD a signé un plan d'action avec l'ONU pour la libération de ses enfants soldats et, en novembre, le CPJP en a signé également un avec le gouvernement et l'UNICEF pour la libération d'enfants soldats. En novembre 2011, l'UFDR a verbalement et publiquement réaffirmé son engagement, qu'elle avait initialement pris lors de la signature de son plan d'action en 2007, d'éliminer tout recrutement et toute utilisation d'enfants soldats. Au cours de la période visée par le rapport, des unités d'autodéfense, établies dans les municipalités pour combattre les groupes armés et les bandits dans les zones où l'armée nationale ou les gendarmes étaient absents, avaient recours aux enfants comme combattants, guetteurs ou porteurs. L'UNICEF a estimé que les enfants constituaient un tiers des unités d'autodéfense. Organisation rebelle implantée dans les régions de l'est du pays, l'Armée de Résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army - LRA) a continué à enlever et à réduire en esclavage des mineurs sud-soudanais, congolais, centrafricains et ougandais, pour s'en servir comme cuisiniers, porteurs, concubines et combattants. Elle a également forcé ces enfants à commettre des atrocités, par exemple à piller et à brûler des villages, à en tuer les habitants et à enlever d'autres enfants. Certains parmi ceux-ci ont aussi été ballottés entre la Centrafrique et le Soudan du Sud ou la RDC.

Le gouvernement de la République centrafricaine ne se conforme pas pleinement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes et il ne déploie pas d'efforts significatifs dans ce sens. Les pouvoirs publics, qui disposent de ressources humaines et financières limitées, n'ont pas enquêté sur les infractions de traite, engagé de poursuites, identifié de victimes de la traite ni fourni de services de protection à leur égard, ni encore pris de mesures pour sensibiliser le public aux dangers de la traite des personnes. Le Code pénal centrafricain de 2010 rend illégales toutes les formes de traite des personnes, mais cette disposition demeure largement inconnue. En juillet 2011, par l'entremise du bureau du Premier ministre, le gouvernement a mis en place une commission interministérielle, le Conseil national de la protection de l'enfant, aux fins de lutter contre l'exploitation des mineurs, y compris leur traite ; ce conseil a mis en application des dispositions du Plan d'action de 2008 pour la prévention et la protection des enfants victimes d'abus, d'exploitation sexuelle et de traite. Les pouvoirs publics ont également accru leur soutien financier annuel destiné à un refuge polyvalent pour enfants.

Recommandations à l'intention de la République centrafricaine : Accroître les efforts de démobilisation et de réintégration des enfants soldats au sein des groupes armés et des unités d'autodéfense ; en collaboration avec des ONG et la communauté internationale, former des responsables des forces de l'ordre et des magistrats à utiliser les dispositions du Code pénal sur la traite afin de mener des enquêtes et d'engager des poursuites concernant ces infractions ; renforcer les efforts d'éducation du public et des autorités gouvernementales compétentes pour les encourager à identifier des victimes de la traite au sein des populations vulnérables, telles que parmi les femmes et les jeunes filles prostituées, les enfants des rues et les Pygmées *Ba'aka* ; et, en collaboration avec des ONG et la communauté internationale, prendre en charge les enfants victimes d'exploitation sexuelle commerciale et de travail forcé.

Poursuites judiciaires

Le gouvernement de la République centrafricaine n'a pas déployé d'efforts perceptibles pour faire appliquer la loi de lutte contre la traite au cours de la période visée par le rapport. L'article 151 de son Code pénal interdit toutes les formes de traite des personnes et impose des sanctions de cinq à 10 ans d'emprisonnement, qui sont suffisamment sévères et à la mesure de celles imposées pour d'autres infractions graves telles que le viol. Si l'infraction implique une victime mineure, l'article 151 impose une peine de travaux forcés en plus. Si l'infraction implique un mineur victime de la traite à des fins sexuelles ou de travail forcé s'apparentant à de l'esclavage, la sanction réglementaire est une condamnation aux travaux forcés à perpétuité. Les articles 7 et 8 du Code du travail de janvier 2009 interdisent le travail forcé et la servitude pour dette, et ils imposent des sanctions suffisamment sévères de cinq à 10 ans de prison. Les victimes peuvent déposer une plainte au civil pour obtenir réparation de la part de leurs trafiquants. Ces dispositions, toutefois, ne sont pas appliquées et aucune affaire de traite soupçonnée des personnes n'a fait l'objet d'une enquête ni de poursuites judiciaires au cours de la période visée par le rapport. Les méthodes traditionnelles de résolution de différends sont largement utilisées sur l'ensemble du territoire, souvent au point d'exclure les procédures légales officielles pour sanctionner les actes criminels. Le gouvernement n'a pas pris de mesures perceptibles, telles que l'interdiction de l'utilisation d'enfants soldats, pour faire appliquer le Protocole facultatif relatif à la participation d'enfants aux conflits armés, qu'il avait signé en juin 2010. Les responsables des forces de l'ordre ont déclaré ne pas disposer de la formation ni des moyens techniques nécessaires pour identifier les cas de traite des personnes et mener des enquêtes, et les responsables en dehors de la capitale n'ont pas nécessairement accès à des exemplaires des codes juridiques.

Protection

Le gouvernement n'a pas déployé d'efforts importants pour assurer l'accès des victimes de la traite à des services de protection au cours de la période visée par le rapport. Le gouvernement de la RCA n'a pas entrepris d'efforts en vue d'identifier les victimes de traite parmi les populations vulnérables, bien que la présence des pouvoirs publics hors de la capitale, particulièrement dans la région du nord-est productrice de diamants, soit demeurée limitée, voire inexistante. Les autorités gouvernementales ont maintenu leur partenariat avec l'UNICEF et les ONG en matière de protection et de réintégration des enfants soldats démobilisés. Pendant la période visée par le rapport, l'UNICEF, en partenariat avec des ONG locales, a œuvré pour la réintégration de 900 enfants soldats ; le gouvernement a joué un rôle minime dans ce processus. Les pouvoirs publics n'ont pris aucune mesure pour promouvoir une politique de lutte contre le recrutement d'enfants soldats, et ils n'ont pas mené d'enquête relative à l'utilisation d'enfants soldats au sein de milices d'autodéfense qui sont peut-être soutenues par le gouvernement. Ce dernier, qui dispose de ressources très limitées, n'a pas directement offert de programmes de réintégration pour les enfants soldats, ce qui a rendu les victimes susceptibles de subir davantage d'exploitation ou de traite de la part de groupes armés et d'autres trafiquants. Toutefois, les autorités ont attribué quelque 70.000 dollars É.-U. à deux refuges polyvalents pour enfants de Bangui, soit une augmentation de 27 % par rapport à leur contribution financière de 2010, et leur ont affecté un budget de fonctionnement de 146.500 dollars É.-U. dans leur budget 2012, en hausse de 109 % par rapport à l'année précédente. Pendant l'année 2011, ces deux centres ont pris en charge ou assisté 243 mineurs vulnérables, parmi lesquels certains pourraient avoir été victimes de la traite des personnes. Les responsables de la justice ont fait valoir que les victimes de la traite des personnes n'étaient pas pénalisées pour les activités illégales résultant directement de leur condition, bien qu'aucune victime n'ait été identifiée au cours de l'année. Le gouvernement ne fournit pas aux victimes étrangères de solutions légales autres que leur renvoi dans un pays où elles sont exposées à des risques ou à des représailles ; il n'a pas été identifié de victimes de ce type.

Prévention

Au cours de la période visée par le rapport, le gouvernement a entrepris des initiatives modérées pour faire obstacle à la traite des personnes. En juillet 2011, sous l'égide du bureau du Premier ministre, le gouvernement a instauré le Conseil national de la protection de l'enfant, composé de commissions chargées d'examiner les différentes questions relatives à l'exploitation des enfants, notamment certaines formes de traite des enfants. Suite à sa création, le Conseil national a appliqué des dispositions du Plan d'action de 2008 pour la prévention et la protection des enfants victimes d'abus, d'exploitation sexuelle et de traite. Les pouvoirs publics n'ont pas pris de mesures visant à réduire la demande d'actes sexuels commerciaux pendant l'année.